



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le vingt trois juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 juin 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 28**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4**

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 23 juin 2025

**M\_DL250623\_081**

### MOYENS GENERAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE CHALETS DE NOEL A LA VILLE D'ANGERVILLE L'ORCHER

**M. Jérôme DUBOST, Maire** – Dans le cadre de l'organisation de son traditionnel marché de Noël, la Ville d'Angerville l'Orcher sollicite le prêt à titre gracieux de 12 chalets à la ville de Montivilliers. Afin de permettre la légalité de ce prêt à titre gracieux, une délibération du Conseil Municipal doit être adoptée pour autoriser Monsieur le Maire à signer une convention.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,  
**VU** le code général de la propriété des personnes publiques,  
**VU** le code civil et notamment ses articles 1875 à 1879,  
**VU** la demande de la ville d'Angerville l'Orcher sollicitant le prêt de 12 chalets du 15 au 23 décembre 2025

**CONSIDÉRANT**

- que la ville de Montivilliers souhaite mettre à disposition de la ville d'Angerville l'Orcher, à titre gratuit, 12 chalets pour l'organisation de son marché de Noël,
- que ces biens appartiennent au domaine privé mobilier de la commune de Montivilliers ;
- qu'il apparaît nécessaire de formaliser avec la ville d'Angerville l'Orcher les modalités de ce prêt à usage à titre gracieux, dans le cadre d'une convention.

**Sa commission municipale n°7, Administration Générale réunie le 12 juin 2025 consultée ;**

**VU** le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- **D'autoriser** Monsieur le maire à signer la convention de prêt à usage à titre gracieux, de 12 chalets avec la ville d'Angerville l'Orcher pour une durée de 9 jours, du 15 au 23 décembre 2025.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le 01/07/2025

ID : 076-217604479-20250625-M\_DL250623\_081-DE

**webdelib**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



***La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)***